

Marie Dufrasne



Le traitement de l'actualité européenne dans les médias : le grand écart

L'influence législative et économique de l'Europe sur les gouvernances nationales ne cesse de s'approfondir. Par contre, le traitement médiatique des enjeux européens reste souvent cantonné aux réalités nationales, approfondissant l'incompréhension des citoyens face à un système institutionnel européen flou. Une Europe en quête d'une plus grande légitimité se voit souvent médiatisée comme une machine prenant des décisions imposées aux États. Les craintes des citoyens vis-à-vis des effets de processus économiques tels que la mondialisation -que les citoyens associent à l'approfondissement de l'eupéanisation- créent les seuls moments où la presse conflictualise les enjeux européens. Rappelons-nous des débats autour du référendum français de 2005, de l'adoption de la directive services dite « Bolkestein » ou encore, plus récemment, des exigences européennes suite à la crise de la dette souveraine grecque. Ces sursauts de conflictualisation dans les médias mèneront-ils petit à petit à faire des enjeux européens un réel clivage politique?

Le 7 juin dernier, la Commission européenne a formulé, pour la première fois, ses « recommandations » aux Vingt-sept quant à leurs budgets provisoires pour 2012. Elle a appelé la Belgique à revoir son système d'indexation des prix et des salaires et à couper dans les dépenses publiques.

Le lendemain, Le Soir titre *L'Europe met la pression sur l'index belge*. C'est un véritable coup de pied dans la fourmilière, pour l'Echo. La Dernière Heure évoque les 6 péchés belges, comme autant de points à améliorer. Les titres lient également ces recommandations à la formation politique. Pour le Morgen, c'est une bombe que l'Union européenne place sous la formation. Pour le Standaard, Elio Di Rupo envoie promener l'Europe.

Ces recommandations viennent en effet perturber les pourparlers pour la formation d'un gouvernement. D'après De Standaard, elles ont même frappé en plein cœur le formateur socialiste Elio Di Rupo et creusé davantage les différends entre le PS et la N-VA, qui partage la ligne de Bruxelles (De Standaard 08/06/2011). Ce n'est pas la peine que Di Rupo écrive un programme, Barroso l'a fait pour lui, ironise De Morgen (De Morgen 08/06/2011).

Un an de crise. Si les partis ont réagi en ordre dispersé hier par rapport à certaines des recommandations très libérales de la Commission européenne -perçues ici ou là comme une menace sur les spécificités du « modèle social belge »- une évidence s'impose aujourd'hui : ce pays a besoin de réformes structurelles (La Libre 08/06/2011).

Si l'Open VLD s'est reconnu dans les recommandations de la Commission, les partis francophones de l'Olivier se sont montrés nettement moins enthousiastes. Ecolo a dénoncé

« un agenda antisocial et dangereux » ; Le PS a marqué son opposition à « la volonté obsessionnelle de la droite européenne d'affaiblir notre modèle social » (La Libre 08/06/2011).

Dans une de ses chroniques politiques sur la Première, Philippe Walkowiak s'interrogeait : « Barroso, De Wever, même combat ? » *Qui demandait que l'on mette fin au mécanisme d'indexation automatique des salaires, qu'on limite dans le temps le droit aux allocations de chômage, que l'on réduise les dépenses publiques ou que l'on prolonge les carrières professionnelles ? Soit précisément, les recommandations de la Commission européenne ? ...Bart De Wever lors de sa visite au formateur Di Rupo.*

La N-VA a dès lors eu beau jeu de se gargariser de voir l'Europe partager son analyse des maux belges.

La Commission européenne est donc venue renforcer le clivage gauche-droite au moment où le formateur tente timidement de rapprocher les points de vue sur un hypothétique programme socio-économique gouvernemental (La Première 08/06/2011).

Dans un article intitulé *La Commission réjouit la droite et chagrine la gauche*, La Libre rapporte que la fédération des entreprises flamandes s'est félicitée que « toutes les réformes préconisées par la Commission rejoignent ce que nous demandons depuis des années ». Les syndicats, par contre, digèrent très mal la leçon donnée par la commission à la Belgique.

Claude Rolin, le secrétaire général de la CSC, estime que *maintenant, il apparaît aux yeux de tout le monde que la Commission veut faire payer la crise aux travailleurs*. La Commission ne voit-elle pas qu'elle est en train de créer auprès des populations un rejet de l'idée européenne ? (La Libre 08/06/2011)

Une information qui ne conflictualise pas assez les enjeux européens

Le Soir souligne assez justement que la Commission européenne s'adresse aux gouvernements avec davantage de fermeté que par le passé (Le Soir 08/06/2011). Le caractère nouveau de ce type de recommandations aux Etats-membres et le climat politique particulièrement tendu de notre pays expliqueraient-ils ce sursaut de conflictualisation de l'information liée à l'Europe ?

De nombreux articles analysent les paradoxes de la communication partisane en développant le constat de l'absorption des enjeux européens au sein des clivages établis à travers la nationalisation des débats politiques.

Mathieu Petithomme, par exemple, montre que « les débats sur l'UE tels que retranscrits par les presses nationales, consacrent les cadrages domestiques et la faible visibilité du niveau européen, renforçant de même les asymétries de pouvoirs entre différents acteurs dans leur capacité à assurer une représentation et une visibilité à leurs cadrages, ce qui forge ainsi des échanges qui se structurent principalement sur le mode de l'absence de conflictualisation. »¹ L'auteur va dans le sens du *paradoxe de la confusion* décrit par Peter Mair, suivant lequel « l'insertion et la pénétration des questions européennes au niveau domestique tendent à s'accompagner d'une absence de conflictualisation de la structure des échanges politiques. »²

¹ Petithomme Mathieu , « L'absence de conflictualisation des débats politiques sur l'Union européenne au sein des presses nationales : une analyse de contenu quantitative comparée des cas français, britannique, irlandais et espagnol (2005-2006) » , Politique européenne, 2011/1 n° 33, page 215.

² Mair Peter (2000), « The Limited Impact of Europe on National Party Systems », *West European Politics* , vol. 23 , n°4 , page 30-35. Cité par Petithomme Mathieu , « L'absence de conflictualisation des débats politiques sur l'Union européenne au sein des presses nationales : une analyse de

Le traitement journalistique de l'Union européenne demeure épisodique, alternant entre des phases d'absence relative de débats, suivi d'une réapparition des prises de positions principalement autour des annonces de négociations lors des sommets du Conseil Européen. Si l'on se penche sur le rubriquage de l'Europe par les quotidiens, des principales thématiques associées à cet enjeu ou « de celui des principaux jugements de valeur et des formes d'appropriation de l'Europe, force est de constater la centralité du contexte national dans l'angle de traitement privilégié du niveau européen au sein des presses. »³ La structuration des débats politiques sur l'Union, la dominance de tel ou tel thématique, demeure fortement dépendante du rôle de filtre joué par le contexte national.

Les débats politiques sur l'Europe font, dans les faits, rarement « débat », puisque les acteurs dont les prises de paroles sont rapportées dans les médias partagent généralement un même espace politique et un même type de jugements de valeur. Ce qui amène à souligner la centralité de l'absence de conflictualisation dans le traitement de l'Europe.

Les prises de positions conflictuelles observées dernièrement en Belgique pourraient être expliquées par le climat institutionnel particulièrement tendu et la partition du pays tant sur l'axe communautaire que sur l'axe gauche-droite. Le débat portant ici sur quel parti aurait raison d'invoquer la nécessité de telle ou telle réforme, celle-ci pouvant être confortée par le discours européen.

Le clivage politique potentiel et les controverses au sein de la presse nationale qui pourraient émerger autour des questions européennes, se trouvent de fait absorbés et dilués à travers un traitement qui suivrait les actions et l'idée que s'en font les acteurs politiques dominants de la scène domestique. Le clivage sur les recommandations européennes a, en quelques jours, été réabsorbé par les négociations strictement communautaires.

Les enjeux associés à l'UE lors cet épisode des recommandations ont certes été visibles au sein des médias belges, mais ils n'en sont pas pour autant plus contentieux aujourd'hui, « de telle sorte qu'indépendamment de la saillance que peuvent prendre les questions européennes au sein des presses nationales, la conflictualisation de l'UE demeure quasiment inexistante. »⁴

Les principales modalités d'appropriation de l'Europe constituent donc la translation de discours nationaux dirigés vers des acteurs et des institutions supranationales, et la nationalisation des questions européennes à travers des échanges internes entre acteurs domestiques, comme nous l'avons vu sur cette question des recommandations. Dans les deux cas, l'Europe est appréhendée à partir des cadrages des acteurs politiques nationaux, parallèlement à une très faible visibilité des acteurs européens. « Les acteurs supranationaux demeurent les destinataires privilégiés des propositions et des critiques politiques, plus qu'ils ne jouent eux-mêmes de rôles directs suivant lesquels leurs positions et leurs actions bénéficieraient d'une visibilité publique accrue. »⁵

Une Europe trop distante et un citoyen demandeur de proximité

contenu quantitative comparée des cas français, britannique, irlandais et espagnol (2005-2006) », Politique européenne, 2011/1 n° 33, page 249.

³ Petithomme Mathieu, « L'absence de conflictualisation des débats politiques sur l'Union européenne au sein des presses nationales : une analyse de contenu quantitative comparée des cas français, britannique, irlandais et espagnol (2005-2006) », Politique européenne, 2011/1 n° 33, page 247.

⁴ Petithomme Mathieu, « L'absence de conflictualisation des débats politiques sur l'Union européenne au sein des presses nationales : une analyse de contenu quantitative comparée des cas français, britannique, irlandais et espagnol (2005-2006) », Politique européenne, 2011/1 n° 33, page 249.

⁵ Petithomme Mathieu, « L'absence de conflictualisation des débats politiques sur l'Union européenne au sein des presses nationales : une analyse de contenu quantitative comparée des cas français, britannique, irlandais et espagnol (2005-2006) », Politique européenne, 2011/1 n° 33, page 249.

La médiatisation des recommandations de la Commission européenne s'est également faite autour de comparaisons avec la situation financière d'autres Etats-membres. De nombreux interlocuteurs politiques relativisant d'ailleurs la mise en garde de la Commission à la lumière de situations plus délicates ailleurs dans l'Union.

Les statistiques internes des quotidiens montrent en effet que ce sont les reportages comparatifs qui marchent le mieux auprès de leurs lecteurs. Henri Vernet, du quotidien *Le Parisien*, explique que, par exemple, « quand l'actualité en France porte sur le service minimum dans les transports, alors on intéressera les lecteurs en leur racontant comment les Italiens ou les Espagnols gèrent le problème. »⁶

Bruno Cortès, journaliste à TF1, explique que la chaîne, au moment du débat sur la directive Bolkestein, a tenté de faire un travail pédagogique sur le texte et de proposer des regards européens sur ce thème. Insistant sur le décalage entre la perception des questions européennes par le citoyen lambda, d'une part, et par les élites d'autre part, il explique que pour les médias télévisés, il s'agissait d'être le relais des préoccupations exprimées par les Français et des débats sur l'Europe tels qu'ils émergent en France. Il souligne que la hiérarchisation dans le traitement de l'information des questions de politique étrangère et des questions de proximité est inversée depuis longtemps déjà. La politique européenne est perçue comme confuse et lointaine, un sujet sur lequel les citoyens n'ont pas prise. « La télévision d'aujourd'hui est une télévision de la demande et non de l'offre », conclut-il.⁷

Cette situation lui permet, comme à d'autres, de lister les raisons qui expliquent les difficultés à traiter des questions européennes sur une chaîne grand public: complexité du système institutionnel européen et manque d'espace pour faire de la pédagogie, manque de journalistes qualifiés, manque de visibilité des acteurs politiques sur ces questions. Ce constat se vérifie amplement dans le traitement télévisé des recommandations de l'Europe à la Belgique. Aucun article ou reportage ne portait sur la mise en place de ce nouvel outil de gouvernance économique de l'Union.

Raisons auxquelles il faut ajouter l'intérêt porté par les médias aux « jeux » politiques plutôt qu'aux « enjeux » de la politique européenne, et la « schizophrénie des hommes politiques qui votent des textes à Bruxelles et accusent Bruxelles quand il s'agit de les appliquer au niveau national », soulignent Gaëtane Ricard-Nihoul et Lionel Cottu⁸.

Dans son ouvrage *En quête d'Europe. Médias européens et médiatisation de l'Europe*, Dominique Marchetti s'interroge, entre autres, sur le succès du journal de 13 heures de TF1, réputé attaché aux identités locales et aux terroirs. Refusant les lectures qui tendraient à stigmatiser le public du journal télévisé, l'ouvrage suggère que l'influence des médias conforte des opinions et des identités plus souvent qu'elle n'en construit.⁹

Le traitement médiatique de ces recommandations sur le budget belge rencontre parfaitement ce souci de proximité avec les identités communautaires et le rappel des jeux politiques entre partis nationaux. Cet épisode souligne à nouveau la non-intégration relative des décisions

⁶ Emission *Zoom Europa* sur Arte, le 13 septembre 2007.

⁷ Conférence « l'impact des médias sur les débats européens en France », organisée par *Notre Europe* le 8 juin 2007 à Paris.

⁸ Conférence « l'impact des médias sur les débats européens en France », organisée par *Notre Europe* le 8 juin 2007 à Paris.

⁹ Marchetti Dominique, *En quête d'Europe. Médias européens et médiatisation de l'Europe*, Rennes, PU Rennes, 2004

émanant de la Commission européenne ou du Parlement, le peu de place laissé à une pédagogie médiatique sur l'Europe et la réabsorption nationale quasi immédiate des enjeux. La crise potentielle de la zone euro, largement médiatisée ces dernières semaines, soulève à nouveau les craintes des citoyens, liées à ces processus économiques supranationaux dans lesquels les décisions européennes ont un impact majeur. Pourtant, les articles et les reportages qui ont été diffusés ne montrent pas, en tout cas pas encore, de signe d'une européanisation du traitement médiatique.

Références

Conférence « l'impact des médias sur les débats européens en France », organisée par *Notre Europe* le 8 juin 2007 à Paris.

Emission *Zoom Europa* sur Arte, le 13 septembre 2007.

Gerstlé Jacques, « L'impact des médias sur la campagne référendaire française de 2005 », in *Etudes et recherches*, n°53, octobre 2006

Marchetti Dominique, *En quête d'Europe. Médias européens et médiatisation de l'Europe*, Rennes, PU Rennes, 2004

Petithomme Mathieu , « L'absence de conflictualisation des débats politiques sur l'Union européenne au sein des presses nationales : une analyse de contenu quantitative comparée des cas français, britannique, irlandais et espagnol (2005-2006) » , *Politique européenne*, 2011/1 n° 33, p. 215-253.